



**PRÉFÈTE  
DE L'AIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de la  
protection des populations de l'Ain**

Service Protection de l'Environnement  
9 rue de la Grenouillère  
01012 Bourg-en-Bresse Cédex

Bourg-en-Bresse, le 18/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BRESSOR SA - site de Servas**  
Chemin du Suc - BP 26  
01960 Servas

Références : DDPP01 2024 - 02321  
Code AIOT : 0050100832

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement BRESSOR SA implanté site de Servas Chemin du Suc BP 26 01960 Servas. L'inspection a été annoncée le 27/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre d'une action nationale 2024 sur les PFAS.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRESSOR SA
- site de Servas Chemin du Suc BP 26 01960 Servas
- Code AIOT : 0050100832
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BRESSOR SA site de SERVAS est spécialisée dans la fabrication de fromages à pâte persillée. Le site est autorisé par un arrêté préfectoral du 24/03/2016 complété par les arrêtés complémentaires du 21/07/2017, du 02/07/2018, du 11/04/2019 et du 24/02/2022.

Il est classé sous la rubrique n°3642 pour une production de 133 tonnes par jour. L'exploitant a déposé en 2021 un dossier de réexamen au titre du BREF (Best available Techniques REFerence documents) FDM (Food, Drink, Milk). Les engagements de l'exploitant à respecter les MTD (Meilleures Techniques Disponibles) ont été actés par un courrier de la préfecture le 12/08/2021.

En janvier 2023, une nouvelle ligne de conditionnement est mise en fonctionnement pour des produits autoclavés destinés principalement à l'export. L'exploitant a déposé un dossier à connaissance en juin 2022, les modifications ont été actées par un courrier de la préfecture le 31 août 2022.

## Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 sur les PFAS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle         | Référence réglementaire                     | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------|---|--|-----------------------|
| 1  | Liste des substances PFAS | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 | Demande d'action corrective  | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                   | Référence réglementaire                     | Autre information |
|----|-------------------------------------|---|-------------------|
| 2  | Réalisation des campagnes d'analyse | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 | Sans objet        |
| 3  | Exigences pour le prélèvement       | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet        |
| 4  | Précisions des mesures              | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet        |
| 5  | Déclaration des résultats GIDAF     | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de l'action nationale PFAS, les analyses ont été réalisées sur les points de rejets aqueux du site conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. L'exploitant a par ailleurs complété ses investigations par des analyses sur l'eau du réseau et l'eau du forage, des analyses sur les effluents en entrée de station (STEP) d'une part sur les usées de la commune mélangées aux effluents de La société SIBERT LA BRESSE et d'autre part sur les entrées d'effluents de BRESSOR. Il est recommandé à l'exploitant de compléter ses résultats par des analyses PFAS sur les boues de la STEP destinées à l'épandage.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.<br><br>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Pour établir la liste des PFAS, les trois fournisseurs de produits de nettoyage et désinfection ont sollicités ; deux ont répondu.<br>- Rersia le 24 mai 2023 : absence de PFAS<br>- Ecolab le 16 mars 2022 : absence de PFAS<br>- Brenntag n'a pas donné suite à la demande de Bressor.<br><br>Les fiches de données de sécurité n'ont pas été utilisées.<br><br>Concernant les équipements, ceux-ci sont principalement en inox et en plastique pour les moules. Les fournisseurs des moules en plastique ont été sollicités afin de connaître leur composition.<br><br>Dans cette étude, il n'a pas été tenu compte des produits non en contact avec les eaux de nettoyage.<br><br>Les résultats d'analyses montrent : |

- l'absence de PFAS dans les eaux pluviales, dans l'eau de forage et dans l'eau du réseau d'eau public dans les différentes campagnes, d'analyses même si des AOF sont détectés lors des 1ères campagnes.
- Eaux en sortie de la STEP : présence de PFHxA avec un flux de 20 mg par jour lors de la 1<sup>re</sup> campagne uniquement.
- Effluents en entrée de STEP de BRESSOR : présence de PFBA avec un flux de 29 mg par jour, pour la 2ème campagne d'analyse et une présence importante d'AOF lors de la 1ère campagne (sans PFAS).
- Effluents mélangés de la commune et de La BRESSE : présence de PFBA lors de la 1ère campagne et présence de PFPeA dans 2 campagnes, avec des flux inférieurs à 125 mg par jour. Le taux d'AOF apparaît très élevé.

À noter, l'absence de PFOA, PFOS, PFNA, PFDA et PFHpA qui font l'objet d'une classification harmonisée au niveau du règlement CLP et d'une mention de danger pour la santé humaine. Il n'a pas été identifié également de PFAS faisant l'objet d'une vigilance particulière par EFSA.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Transmettre les réponses du fournisseur de produits de nettoyage Brenntag et du fournisseur de matériels de moulage ; la liste des PFAS devra être mise à jour si besoin.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

**Constats :**

Les campagnes d'analyses ont été réalisées sur tous les points de rejet du site soit N1 pour les eaux résiduaires et N2 pour les eaux pluviales.

Les campagnes ont été réalisées aux dates suivantes :

- 8 et 09/11/2023
- 13 et 14/12/2023
- 29 et 30/01/2024

La première campagne a été réalisée dans les six mois à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 conformément à l'article du 4 II (rubrique n°2752).

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Exigences pour le prélèvements

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.<br>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.<br>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les prélèvements ont tous été réalisés sur une durée de 24 heures et sur une période de fonctionnement normal du site (le lundi, mardi, mercredi et jeudi).   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 4 : Précisions des mesures

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.<br>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.<br>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée. |
| <b>Constats :</b><br><br>Pour les AOF, la limite de quantification de 2 µg/L est respectée pour les 3 campagnes.<br>Pour les PFAS, la limite de quantification de 100 ng/l est respectée pour l'ensemble des campagnes.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

### N° 5 : Déclaration des résultats GIDAF

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. |

**Constats :**

Les résultats des 3 campagnes pour chacun des points de rejet N1 et N2 ont été transmis dans GIDAF.

Les accréditations et les méthodes sont mentionnées sur les rapports d'analyses.

Les « blancs » du dispositif d'échantillonnage n'ont cependant pas été réalisés par le laboratoire CERECO.

**Type de suites proposées :** Sans suite